

Le stylo à la main...

Tribune – Edito - Ndimby A – 05/11/10

« Divaguez, radotez, je me tiendrai toujours debout, le drapeau à la main »

Lors de son discours à l'ouverture de l'Assemblée de la Conférence permanente des chambres africaines et francophones (CPCCAF), Andry Rajoelina cita un long extrait de « Lettre Ouverte à l'Afrique Cinquantenaire » [1], et en particulier cette phrase : « Divaguez, radotez, je me tiendrai toujours debout, le drapeau à la main ». Le seul que je connaisse digne de pouvoir déclamer cette phrase s'appelle Razily, qui a attendu le drapeau à la main dans le pays que les sbires des putschistes viennent l'arrêter. D'ailleurs, l'exemple de Razily montre que depuis que la clique de la défunte Haute autorité de transition [2] s'est imposée à Madagascar, il est dangereux de se promener le drapeau à la main à Madagascar.

La presse de sensibilité pro-hâtive devrait arrêter de s'enflammer à chaque fois qu'un vazaha pointe le bout de son nez à Madagascar, et d'en tirer prétexte pour annoncer le début de la reconnaissance internationale. En début de semaine, certains de nos confrères ont donc voulu interpréter ainsi l'accueil à Antananarivo de cette CPCCAF. Rappelons tout d'abord ce que le Petit Robert définit comme chambre consulaire : « établissement public d'État qui regroupe les acteurs économiques (entrepreneurs, artisans, commerçants, agriculteurs) qui participent au développement du territoire (Chambre des métiers, Chambre de commerce et d'industrie, Chambre d'agriculture etc.) ». Aussi, malgré tout le respect que je leur dois, interpréter une réunion des chambres de commerce africaines et francophones à Antananarivo comme étant le début de la reconnaissance internationale du pouvoir de transition à Madagascar n'est qu'une affabulation. À moins que le CPCCAF ne soit devenu le département politique conjoint de la SADC, l'UA et l'OIF.

À force de vouloir à tout prix et à travers n'importe quel événement rechercher ces signes de fléchissement, les griots hâtifs semblent être prêts à gober et à faire gober tout et n'importe quoi, dès qu'un vazaha fotsy, mainty ou mavo vient à Madagascar, ou reçoit un émissaire du pouvoir de transition à l'étranger. On se souvient que le 19 mars 2009, deux jours après le coup d'Etat, Andry Rajoelina avait invité les diplomates en poste à Antananarivo au Palais d'Ambohitsorohitra. De la confiance même de l'un de ceux qui étaient présents, les diplomates étaient venus par curiosité. Cela n'a pas empêché le Président de la Haute autorité de transition (HAT) de claironner à la sortie de ces ambassadeurs que « la reconnaissance internationale serait pour bientôt ». On connaît la suite.

Depuis mars 2009, nous vivons donc au rythme des effets d'annonce et de lobbying faites par le pouvoir de transition, dès qu'une délégation hâtive se rend à l'étranger, ou quand des étrangers débarquent de l'avion à Ivato. L'invitation à rencontrer l'Union européenne à Bruxelles en juillet 2009 a été annoncée comme une marque de reconnaissance, avant qu'Andry Rajoelina ne déchante au vu de la tournure des événements. Faut-il rappeler les aventures de Rajoelina (2009) et du vice-amiral Ramaroson (2010) à New-York, ou plus récemment de Rajemison Rakotomaharo à Montreux ? On se rappellera également des investisseurs saoudiens, du Prince bin Talal, de Patrick Giovannoni (obscur président du non moins obscur parti républicain chrétien français), des « communicateurs » français engagés par Monja Roindefo pour faire le marketing international du pouvoir de transition. Et maintenant, dame Yvette Sylla agite une poignée de parlementaires français qui se feraient forts d'obtenir cette reconnaissance internationale. Apparemment, contrairement à la pêche, la saison des clowneries n'est jamais fermée.

Notons qu'une opinion revient souvent dans la bouche des griots et des dignitaires du régime hâtif : « Madagascar n'a pas besoin de la reconnaissance internationale, et on peut se passer de l'aide étrangère ». On opposera à cet argument pseudo-souverainiste trois réponses. Primo, elle est totalement immature car elle ne prend pas en compte les données de la mondialisation actuelle, et l'obligation pour un pays comme Madagascar de s'intégrer aux réseaux diplomatiques, économiques et politiques qui régissent les relations internationales actuelles. À moins d'avoir le pétrole de Kadhafi ou la bombe nucléaire de Kim Djeung Il. Secundo, elle est stupide car elle n'est en fait qu'une réaction de dépit, un peu comme l'amoureux éconduit

qui jette à la face de son ex : « de toute façon, tu as du poil aux jambes, et au lit t'es une momie ! ». Et tertio, qui est sans doute la réponse la plus poétique possible apportée par mon oncle Georges Rabehevitra dans un de ses succulents Faux communiqués du samedi : « Hughes Rajaonson, un économiste (...) qui a fait une thèse de Doctorat d'État d'économie sur les ressources renouvelables dans une université française (...) a affirmé, je cite : " nous n'avons nullement besoin des aides étrangères... nous avons les mêmes diplômes qu'eux ". Mon neveu lui répond : " je n'ai pas besoin de copine puisque j'ai la même main " ».

D'ailleurs, pour en revenir au secundo, j'ai entendu avec beaucoup d'amusement mercredi dernier des journalistes d'une radio de sensibilité pro-HAT s'offusquer que RFI n'ait pas fait allusion au référendum du 17 novembre dans son tour d'horizon des élections en Afrique. Il faudrait donc savoir ce que les griots veulent, car il est curieux de véhiculer de manière arrogante que la HAT n'a que faire de la reconnaissance internationale, et après pleurnicher pour que l'on parle d'elle sur la radio mondiale.

Bonnes questions pour bonnes réponses

Pour le plaisir de prendre du recul avec la réalité actuelle des relations hâtives avec la communauté internationale, j'invite le lecteur à relire « Diplomatie : mauvais départ pour Rajoelina » (édito du 20 mars 2009) et « Vazaha paye et tais toi ? » (édito du 27 mars 2009). Tout n'y était peut-être pas juste, mais tout ce qui était annoncé était loin d'être faux.

À force de détourner le débat, le pouvoir de transition (PT) tente d'esquiver les bonnes questions. Comment dans ce cas pourrait-il trouver les bonnes réponses ? Ceci étant dit, et pour rendre cet article un tantinet constructif, rappelons quelques questions essentielles dont les réponses jalonnent la route vers la reconnaissance internationale. Et si le régime hâtif veut s'entêter à marcher en dehors de ces jalons, il devra en assumer les conséquences. On s'attend à ce qu'Andry Rajoelina renforce sa position autiste et arrogante lors du grand meeting qu'il aura avec son fan-club au Palais des Sports ce samedi. Devant un public acquis à sa cause, l'ex-DJ va chauffer son "vahoaka" pour s'exprimer par rapport aux récentes déclarations de Karl Wycoff, sous-secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires africaines, qui a montré lors de sa dernière visite qu'il n'y avait pas à espérer le moindre fléchissement de l'Oncle Sam. Ni de l'Oncle Georges non plus, je suppose.

Quelle est la source de la non-reconnaissance ? Il s'agit d'une prise de pouvoir d'Andry Rajoelina par le biais d'un coup d'État.

Le problème est que le PT s'évertue à botter en touche en tentant de démontrer que (A) ce n'était pas un coup d'État mais l'expression de la volonté populaire, et (B) Marc Ravalomanana avait démissionné.

Rappelons donc que dans toute démocratie moderne le peuple s'exprime dans les urnes ; qu'une foule ne peut décemment être considérée comme le peuple ; et que non seulement Marc Ravalomanana n'avait pas démissionné mais remis les pleins pouvoirs (comme Tsiranana en mai 1972), mais qu'en plus la dynamique de renversement extraconstitutionnel et violent de 2009 est attestée par les discours sur la Place du 13 mai prononcés le 31 janvier et le 7 février ; par la mutinerie du 8 mars et par l'attaque du Palais d'Ambohipositrohitra le 16 mars. Tous ces événements ont eu lieu avant la déclaration de Marc Ravalomanana le 17 mars en fin de matinée.

Pointons également du doigt les thèses propagandistes et mensongères du PT, qui tente de faire croire qu'il n'est pour rien dans la suspension actuelle de l'aide : celle-ci date de décembre 2008 quand les bailleurs de fonds n'avaient pas obtenu satisfaction à leur demande d'explication sur les exonérations dont bénéficiait Tiko, l'achat de l'Air Force One 2 et le projet de société nationale pétrolière. Si cela est vrai, le maintien de la suspension a cependant un lien direct avec le coup d'État. Mais bon, peut-on demander à un pouvoir issu d'un coup d'État d'avoir de la bonne foi...

Quelles sont les conditions de la reconnaissance ? Il s'agit de la mise en place d'une transition consensuelle et inclusive.

Pour le PT, la transition est déjà consensuelle et inclusive car elle est bâtie sur l'accord politique d'Ivato bâti autour d'un noyau de parti pro-HAT, et saupoudré d'une kyrielle de groupuscules dont l'intérêt supérieur de la nation s'est enclenché à l'évocation d'un partage de sièges. Toujours pour le PT, la transition est consensuelle et inclusive car d'une part, le format actuel reflète un ersatz d'application des Accords de Maputo (CST et CT), et d'autre part, intègre des légalistes défrôqués dans la gestion de la Transition.

Or contrairement à ce que tentent de véhiculer certains « penseurs » du PT, consensualité et inclusivité signifient partage du pouvoir et unanimité entre acteurs majeurs dans la résolution d'une crise politique : les exemples du Kenya (2008) et de la Côte d'Ivoire démontrent qu'une réconciliation nationale doit être effective au Sommet. Si l'unanimité était juste nécessaire avec ses copains, ses coquins et ses griots inféodés, qu'est-ce qui en ferait un processus de pacification ? Dans l'approche de la communauté internationale, consensualité et inclusivité impliquent consensus entre les principaux protagonistes, et inclusion de véritables représentants de Marc Ravalomanana.

Pourquoi le référendum constitutionnel ne peut apporter de solution ? Parce qu'il ne résout en rien le véritable problème, qui est le mode d'arrivée d'Andry Rajoelina au pouvoir.

Le blocage ne réside pas dans les députés, mais au niveau du Chef de l'État. Elire des députés ou des maires, voire élire une nouvelle Constitution ne changeront rien au fait que ce soit quelqu'un arrivé au pouvoir par un coup d'État qui dirige le pays, ce qui crée cette rancœur nationale et internationale. En outre, les conditions de rédaction du texte constitutionnel sont loin d'être optimales, tout comme le contexte d'organisation du référendum qui ne pourrait être accepté comme un scrutin équitable, juste et transparent. Avec un texte bidon et une élection bancale, même le meilleur DJ du monde n'arriverait pas à faire danser tout le monde au même rythme.

Pour en revenir à ce fameux devant la CPCCAF, je suis loin d'avoir la culture générale et littéraire de Andry Rajoelina, et ne puis me targuer d'avoir lu Edem Kodjo, mes lectures s'arrêtant à Picsou Magazine et à la série des Oui-Oui. Mes références culturelles sont donc bien plus humbles, mais je pense que chaque légaliste, au sens noble et large du terme d'anti-coup d'État (et non au sens réducteur de zanak'i dada que veulent lui donner certains) pourrait paraphraser ainsi le Togolais : « Réprimez, mentez, je me tiendrai toujours debout, le stylo à la main ». Et pour ceux qui ne savent que faire d'un stylo à la main, ils peuvent s'en servir pour cocher TSIA au référendum.

Notes

[1] L'auteur est Edem Kodjo, ancien Premier ministre du Togo, ancien SG de l'OUA et membre du Groupe international de contact (GIC) pour Madagascar pour le compte de l'Organisation internationale de la francophonie. C'est lui qui avait intercédé auprès de Joaquim Chissano pour que ce dernier ne quitte pas la salle lors de Maputo 2, après que Andry Rajoelina aie perdu son sang-froid et claqué la porte. Le choix de l'auteur n'est donc pas innocent. Par contre, s'il n'y a aucun problème à ce que Rajoelina cite un auteur dans ses discours, il aurait été plus honnête de mentionner le début et la fin de citation, afin de tracer une frontière entre les mots de Kodjo et les siens. Heureusement que le style enflammé et brillant du Togolais se détache du reste, ce qui permet de faire aisément la distinction.

[2] Rappelons que la HAT n'existe plus depuis la mise en place du Conseil supérieur de la transition (CST) qui a permis de recycler tous les apparatchiks de cette institution des débuts hâtifs

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Le-stylo-a-la-main,15017.html>